

Quelle politique pour réduire les inégalités ?

7 juin 2016



Ce texte est extrait de l'ouvrage 'Que faire contre les inégalités ? 30 experts s'engagent', sous la direction de Louis Maurin et Nina Schmidt, édition de l'Observatoire des inégalités, juin 2016, 120 p., 7,50 €.

Les inégalités sont à la mode. Qu'attend-on pour agir

concrètement ? Définir un programme politique n'est pas le rôle de l'Observatoire des inégalités. Ce serait d'ailleurs vain puisqu'en son sein même, des sensibilités diverses s'expriment [1]. L'ouvrage 'Que faire contre les inégalités ? 30 experts s'engagent' constitue une boîte à idées dans laquelle vous pouvez piocher. Fiscalité, éducation, santé, logement, égalité entre les femmes et les hommes, etc. : de nombreux domaines y sont abordés. À un an

de l'élection présidentielle, il ne devrait pas être inutile. Sans tenter de faire une synthèse des contributions, au moins peut-on essayer de donner quelques pistes pour réduire les inégalités, qui sortent des sentiers partisans traditionnels.

Ce n'est pas une question de moyens

Ôtons-nous une épine du pied. Réduire les inégalités n'est pas une question de moyens. Même en crise, la France demeure l'un des pays les plus riches de la planète. Chaque année, la collectivité dépense 1200 milliards d'euros pour soigner, enseigner, garantir la sécurité de ses citoyens, etc. Réduire les inégalités est une question de choix politique. Le « pacte de responsabilité » de la majorité actuelle, qui engage la baisse des prélèvements pour les entreprises et les ménages, coûtera 46 milliards d'euros par an [2] l'équivalent du budget de l'Éducation nationale. Imaginez les changements si notre pays investissait la moitié de ces 46 milliards d'euros chaque année dans la modernisation de son système éducatif, la recherche et la formation professionnelle.

Il est temps de répondre aux besoins concrets de la population. À gauche comme à droite, au-delà des clivages et des postures, qui n'admettrait pas la nécessité d'améliorer la prise en charge des personnes âgées démunies, de créer des places d'accueil pour les jeunes enfants, de faire un effort pour résorber le mal-logement, etc. ? Qui accepte que des familles dorment à la rue ou que des parents n'aient pas les moyens de faire soigner leurs enfants ? La liste est longue des domaines où l'on sait qu'il faudrait agir, et qui font consensus.

Combien cela coûterait-il [3]? Accorder un chèque autonomie de 500 euros mensuels à 500 000 personnes âgées démunies [4] en plus des aides existantes reviendrait à trois milliards d'euros par an. Construire 50 000 logements sociaux de plus par an, et en rénover autant, se chiffrerait aussi à trois milliards d'euros. Proposer une allocation d'insertion de 500 euros à 300 000 réfugiés politiques coûterait moins de deux milliards. Cet inventaire ne fait certes pas à lui seul une politique. Et alors ? Si l'on commençait par répondre aux demandes du plus grand nombre plutôt que d'écouter la voix des lobbys médiatiques, notre pays se porterait mieux et ses élus seraient moins décrédibilisés.

Et vous, vous en êtes où ?

Et si nous balayions devant nos portes ? Se contenter de mots et renvoyer le problème des inégalités aux « autres » (« les riches », « les politiques », « les puissants »...) est une posture facile. Les tâches domestiques, en particulier les plus ingrates, sont effectuées à 80 % par les femmes. Combien d'hommes critiquent « les effets inégalitaires de la mondialisation néolibérale » mais sont trop occupés par leurs activités pour passer la serpillière ? Comment imposer l'égalité dans les foyers ? La question se règle dans les catégories aisées par l'emploi de personnels domestiques subventionné par la collectivité à travers des réductions d'impôts. La puissance publique reste largement silencieuse sur le sujet, alors qu'elle pourrait mener davantage de campagnes à l'école et dans les médias. En revanche, chacun peut agir au quotidien. Au-delà de la sphère domestique, chacun peut participer à la lutte contre les inégalités à des échelons très divers. Il peut s'agir d'un engagement associatif, de la distribution de repas, du soutien des étrangers sans papiers, en passant par la lutte contre le mal-logement ou l'action syndicale dans le monde du travail. Des dizaines de milliers de personnes luttent aux côtés des moins favorisés. De la représentation des parents d'élèves à l'école à l'organisation d'activités sportives, des millions de citoyens s'engagent, participent activement à la démocratisation de l'école, de la culture, etc., même si l'objet de leur action n'est pas directement la réduction des inégalités.

Lutter contre la domination

Apporter des réponses concrètes aux besoins de la population doit s'accompagner d'une réflexion sur les mécanismes de reproduction des inégalités dans le temps, comprendre ce qui fait que la domination des plus forts persiste, la façon dont les multiples dimensions des inégalités se cumulent et forment un système. Cette réflexion commence par la répartition de la richesse. La gauche a menti sur son programme de réforme fiscale et s'est pris les pieds dans le tapis démagogique du « faire payer les riches ». Seuls à faire un effort, ces derniers se sont insurgés, comme cela était prévisible [5] Il aurait fallu défendre une transformation fiscale progressive, expliquée et négociée entre les acteurs économiques, où chacun met la main à la pâte en fonction de ses « capacités contributives », suivant l'article XIII de la déclaration des Droits de l'homme. Une redistribution fondée sur l'universalité de l'effort, où il vous semble légitime de verser 1 000 euros quand votre voisin en verse 100 s'il est moins fortuné.

Vers où aller ? Il n'existe aucune raison de fond de continuer à prélever séparément la contribution sociale généralisée (CSG) et l'impôt sur le revenu. Leur fusion pourrait enfin redonner à notre système un caractère progressif [6] Il faudrait abolir en dix ans ces « niches » fiscales qui permettent d'afficher des taux théoriques de taxation des revenus élevés et des taux réels faibles. L'on devrait aussi réformer une fiscalité locale (taxe d'habitation et taxe foncière) fondée sur des bases de calcul injustes, qui n'ont pas été actualisées depuis les années 1970. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) constitue la plus importante des ressources fiscales de l'État, elle pourrait jouer un rôle davantage redistributif, par une modulation des taux en fonction du type de biens taxés.

Discrimination syndicale

« Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises ». Saviez-vous qu'il s'agit là d'un principe constitutionnel [7] ? La hausse des inégalités de revenus reflète, pour partie, l'affaiblissement du pouvoir de négociation des salariés au sein de l'entreprise. Dans le secteur privé, seuls 9 % des salariés sont syndiqués. Le chômage de masse et la précarité d'un côté, la division syndicale de l'autre, ont fait basculer le pouvoir en faveur des directions d'entreprises. Plutôt que de flexibiliser encore l'emploi et augmenter l'insécurité sociale des salariés, ne faudrait-il pas réfléchir à un équilibre des rôles respectifs de ceux qui travaillent, de ceux qui dirigent et de ceux qui apportent le capital ? Le droit d'information et de représentation des salariés comme leur participation aux décisions devraient être renforcés. Dans ce domaine, la gauche au pouvoir a effectué un virage à 180° et tente de déplacer encore le rapport de force au profit des directions [8] Ce renversement idéologique est historique [9]

Beaucoup de voies restent à explorer dans l'entreprise pour combattre les inégalités. L'urgence est de lutter contre la discrimination et l'intimidation infligées aux représentants du personnel. Pour peu que l'on s'en donne les moyens, il est possible de mieux faire respecter le droit du travail en matière de conditions d'emploi, d'horaires de travail, de normes de sécurité. La France qui travaille le plus dur touche des salaires de misère. Où est la justice ? La création d'un « compte pénibilité » [10] constitue une amélioration. On pourrait instaurer une prime de pénibilité physique, ajoutée au salaire minimum pour les postes de travail les plus exposés. En matière de statut, personne ne conteste que les contrats à durée déterminée sont pour une bonne part renouvelés de façon illégale, pas seulement par de petits entrepreneurs soumis à une concurrence forcée, mais aussi par de grandes entreprises. Les services publics, qui devraient être exemplaires, dérogent aux règles applicables dans le secteur privé

avec des contrats à durée déterminée renouvelables sans fin. Ils interdisent des millions d'emplois aux étrangers hors Union européenne, organisant une discrimination légale.

Comment faire semblant de changer sans rien changer

Comment faire semblant de prendre en compte la question des inégalités sans rien changer au fond ? En donnant des os à ronger : des « chartes », des « pactes » de bonne volonté qui n'engagent à rien. Des discours creux sur la « responsabilité sociale » des entreprises dont les dirigeants perçoivent un siècle de Smic par an. Des pseudo programmes de la « diversité » dans des grandes écoles qui permettent à une poignée de jeunes de banlieue d'intégrer leur cursus sans en modifier les concours d'entrée, sources d'inégalités majeures. Mettre en avant quelques « talents des cités » pour éviter d'investir davantage dans ces quartiers. Annoncer une loi sur l'égalité « réelle », tout en réduisant les droits des salariés. Discourir sur l'égalité des « chances » en donnant toujours plus de poids au plus fort. Personne n'est dupe de ce petit jeu de communicants.

Pseudo réformes scolaires

En matière d'éducation comme en matière de fiscalité, les fausses réformes de l'école se suivent et se ressemblent. La question n'est pas de replâtrer avec un énième « dispositif » mais de changer la façon dont fonctionne notre système éducatif, la manière dont se transmet le savoir. À tous les niveaux (sauf à l'école maternelle), notre pays dépense moins pour son école qu'un grand nombre d'autres pays comparables, même dans l'enseignement secondaire [11] La question des moyens n'est qu'une partie du problème. Les dispositifs de soutien scolaire resteront toujours vains si l'on ne s'attaque pas aux conditions de production de l'échec scolaire. Le constat d'un système ultra sélectif, modelé sur les intérêts des enfants de diplômés, n'est plus à faire. La pédagogie dominante actuelle, au lieu d'encourager les élèves, ne cesse de mettre en avant leurs échecs. Comme si le système et ses enseignants n'avaient pas leur part de responsabilité.

Il faut alléger la charge de travail supportée par les enfants (à l'école et à la maison), donner plus de place au travail collaboratif et à l'expérience, revoir les relations rigides entre élèves et enseignants. Il faut dépoussiérer les enseignements : le débat sur la place du latin et du grec n'existe que du fait de quelques lobbys influents de diplômés. De nouvelles disciplines doivent prendre plus de place (notamment les sciences humaines) et le cursus généraliste doit être allongé. Dans l'enseignement supérieur, les frontières entre les filières d'excellence richement dotées et l'université doivent être abolies. Enfin, il faut investir massivement dans la formation professionnelle pour assurer une véritable deuxième chance à tous ceux qui veulent se reconverter. Le retard de notre pays dans ce domaine est bien plus grand qu'en matière de formation initiale.

Qui aura le courage politique de porter un tel programme de réduction des inégalités, de stopper l'enrichissement des plus riches, l'accumulation du patrimoine et des diplômes dans un petit nombre de mains ? La gourmandise des plus favorisés est risquée. Pas seulement celle des « super-riches », de la bourgeoisie économique traditionnelle, dont les revenus annuels indécents se comptent en dizaines ou centaines d'années de Smic. Se focaliser sur l'élite économique est une façon facile d'éviter une réflexion globale sur les inégalités et la solidarité. Une partie des élites culturelles protestent contre le pouvoir de l'argent mais vivent bien et placent habilement leurs enfants dans les « bonnes » écoles où règne une concurrence effrénée. Notre modèle élitiste est défendu par ceux qui, de droite mais au moins autant de gauche, n'ont aucun intérêt à ce qu'il change.

« Voulons-nous vraiment l'égalité [12] » ? Qui est ce « nous » ? Les cinq millions de demandeurs d'emploi ? L'hypocrisie d'aujourd'hui est d'abord celle des couches sociales qui, tout en prônant l'égalité des « chances », se gavent de privilèges et profitent de la loi du plus fort. À force d'avoir les yeux plus gros que le ventre, ils pourraient bien succomber d'indigestion. L'humiliation sociale des catégories populaires, de l'école au travail, ne sera pas éternellement supportable.

Les inégalités sont aussi dans nos têtes

Revenus, diplômes, discriminations... l'Observatoire des inégalités décrit depuis treize années les obstacles concrets à l'égalité. Mais les inégalités se construisent aussi dans les têtes. À l'école, on apprend que les notes que l'on reçoit sont conformes aux efforts fournis ou à nos « talents ». À la maison, il sera plus facile de marcher dans les pas de ses parents ou frères et sœurs. Ainsi, les aspirations divergent, au point de trouver normal d'aller en classe prépa pour un enfant de diplômés du supérieur et, pour les moins bons, voire les mauvais élèves, de prendre « *la réalité pour leurs désirs* », comme le disait Pierre Bourdieu. Au travail, la peur de perdre son emploi en pleine explosion du chômage, fait que l'on n'ose plus rien dire. Il ne s'agit pas de rétorquer à tout bout de champ que « quand on veut, on peut », ce qui en découragerait plus d'un qui voudrait, sans pour autant y arriver. Il faut d'abord lutter contre les stéréotypes qui attribuent des rôles et des voies toutes tracées aux filles et aux garçons, aux pauvres et aux riches, etc. Puis, se demander à qui servent ces étiquettes ? Qui a intérêt à ce que les gens restent « à leur place » et à leur faire croire qu'ils sont à leur « juste » place ? La construction et la diffusion des stéréotypes ne sont pas anodines. Casser les stéréotypes en permettant à chacun de devenir calife à la place du calife sans remettre en cause les rapports de domination entre individus resterait très insuffisant. Pour autant, réduire les inégalités, c'est aussi donner de la confiance, insuffler de la légitimité à « croire en ses rêves » (pour reprendre le rappeur Nekfeu dans sa chanson « Jusqu'au bout »), à briser tous les obstacles invisibles forgés par les puissants à leurs profits.

Ce texte est extrait de l'ouvrage « *Que faire contre les inégalités ? 30 experts s'engagent* », sous la direction de Louis Maurin et Nina Schmid, Observatoire des inégalités, juin 2016, 120 p., 7,50 €.

[Commander l'ouvrage « *Que faire contre les inégalités ? 30 experts s'engagent*. » ->2240

Photo / © C Pixino - Fotolia



[1] Cet article n'engage l'opinion que de ses auteurs, non de l'ensemble des membres de l'Observatoire des inégalités.

[2] Voir « [Et si l'on répondait aux besoins de la population, pour changer ?](#) », Observatoire des inégalités, 29 avril 2016.

[3] Consultez notre « [Évaluateur des dépenses publiques](#) » pour connaître le coût de certaines mesures.

[4] Soit bien au-delà de ce que prévoit la récente augmentation des plafonds de l'allocation personnalisée pour l'autonomie (Apa), financée par les départements.

[5] Voir « [Faire payer les riches : un consensus démagogique](#) », Louis Maurin, Observatoire des inégalités, 20 avril 2012.

[6] Le taux d'imposition s'accroît avec le niveau de vie.

[7] C'est l'article 8 du préambule de la constitution de 1946, qui fait partie du bloc de constitutionnalité.

[8] Le déplacement des négociations de la branche vers l'entreprise assure l'obtention « d'accords » sous la pression des directions dans nombre d'entreprises.

[9]Il serait piquant de voir la droite reprendre la défense de la participation des salariés, qui fut pourtant autrefois une thématique gaullienne. Voir « La participation, idée centrale de la pensée gaullienne », Jacques Godfrain, *Espoir* n° 125, 2000.

[10]Système de points liés à la pénibilité du travail, qui donne accès à de la formation, au passage en temps partiel sans perte de rémunération ou à un départ anticipé à la retraite.

[11]Voir « [Dépenses d'éducation, la France dépense t-elle vraiment trop ?](#) », Louis Maurin, Observatoire des inégalités, 28 juin 2013.

[12]Pour reprendre le titre du livre de Patrick Savidan *Voulons-nous vraiment l'égalité ?*, Albin Michel, 2015.

• Emplacement :

[Accueil](#) > [Propositions](#) >

• Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Quelle-politique-pour-reduire-les-inegalites>